

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 16 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROLOGIS FRANCE XCV Eurl – Site DC2

Parc logistique des Chevrons

**Avenue Paul Delouvrier
77550 Moissy-Cramayel**

Références : E/26-0844
Code AIOT : 0006516143

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2026 dans l'établissement PROLOGIS FRANCE XCV Eurl implanté Parc logistique des Chevrons Avenue Paul Delouvrier 77550 Moissy-Cramayel. L'inspection a été annoncée le 16/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROLOGIS FRANCE XCV Eurl
- Parc logistique des Chevrons Avenue Paul Delouvrier 77550 Moissy-Cramayel
- Code AIOT : 0006516143
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société PROLOGIS France XCV EURL exploite l'entrepôt DC2 situé dans le Parc logistique des Chevrons sur le territoire de la commune de Moissy-Cramayel.

L'exploitation de cet entrepôt est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°15/DCSE/IC/077 du 29 septembre 2015 complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires n°16/DCSE/IC/050 du 4 octobre 2016 et n°2020/DRIEE/UD77/045 du 11 juin 2020 pour l'exploitation respective de l'extension d'une plate-forme logistique et d'un stockage de charbon.

L'entrepôt DC2 est classé Seveso seuil bas au titre de la réglementation des ICPE pour le stockage d'aérosols. Cet entrepôt est constitué d'un bâtiment principal d'une superficie de 92 052 m² ainsi que de 2 bâtiments annexes chacun d'une superficie de 435 m² en R+2.

Thèmes de l'inspection :

- Inspection selon Plan de contrôle pluriannuel
- Contrôle moyens de protection incendie
- Intégration des prélèvements environnementaux
- État des stocks (AN2026)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens de protection incendie - Inventaire	AP Complémentaire du 04/10/2016, article 8.74	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Délais indiqués dans le point de contrôle
2	Autres moyens de protections – Entretien et contrôles périodiques	AP Complémentaire du 04/10/2016, article 8.73	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Mise à jour du POI	Code de l'environnement, article R. 515-100	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
10	État des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
12	Respect des seuils Seveso pour les matières stockées dangereuses	AP Complémentaire du 04/10/2016, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
13	Dispositions spécifiques au stockage d'aérosols	AP Complémentaire du 04/10/2016, article 9.1.5.2.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
7	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
8	Remise en état du site	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et Annexe V	Sans objet
9	Situation administrative au titre des ICPE - 1510	Code de l'environnement, article R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée a permis de vérifier l'existence de procédures de contrôle des différents équipements participant à la protection du site contre le risque d'incendie. L'exploitant a détaillé l'organisation mise en place pour s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements. Néanmoins, l'Inspection a constaté que le suivi en termes de maintenance notamment au regard des délais constatés entre la réalisation des contrôles et les travaux de réparation associés, n'était pas satisfaisant.

Concernant ses obligations en matière de prise en compte des prélèvements environnementaux, l'exploitant a détaillé la mise en place des éléments prescrits par l'arrêté ministériel du 26/05/2014 dans son plan d'opération interne (POI) avec le recours à un prestataire externe pour la réalisation de ces premiers prélèvements et un suivi post accidentel.

Concernant l'état des stocks, l'inspection a fait apparaître plusieurs incohérences et insuffisances, notamment dans la vérification du respect de la règle du cumul « seuil haut » définie à l'article R. 511-11 du Code de l'environnement. Il devra également améliorer sa gestion des stocks de manière à pouvoir disposer d'un état des stocks complet et synthétique.

En l'absence des justificatifs demandés sur ce dernier point, une proposition de mise en demeure sera proposée au Préfet à l'encontre de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de protection incendie - Inventaire

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/10/2016, article 8.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection incendie
Prescription contrôlée : <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none">• un système de détection et d'extinction automatique, de type sprinkler, approprié aux stockages qui doit être conçu, installé et entretenu conformément à un référentiel reconnu et en adéquation avec les dangers présentés par les matières stockées. (...) Cette installation comprend : Dans les cellules spécifiques aux stockages de liquides inflammables et aérosols, les têtes de sprinklage sont installées sous toiture et dans les racks à chaque niveau de pose.<ul style="list-style-type: none">◦ un local, situé à l'extérieur de l'entrepôt, au sud du site, équipé d'un groupe motopompe autonome diesel en charge à démarrage automatique,◦ deux cuves d'eau de 480 m³ chacune,◦ une pompe jockey,◦ une armoire d'alarme avec renvoi au poste de garde ou avec transmetteur téléphonique sur la société de télésurveillance en dehors des heures ouvrées.• En particulier, dans les cellules de stockage de liquides inflammables, un dispositif de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est mis en place dans les cellules, les locaux techniques et les bureaux à proximité. Ce dispositif actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment et le compartimentage de la ou les cellules sinistrées dans le cas d'un système centralisé. En l'absence de système centralisé, le compartimentage est actionné par un système indépendant de type détecteur autonome déclencheur. Pour chaque cellule de liquides inflammables, le dispositif de détection est distinct du système d'extinction automatique, sauf dans le cas d'un système d'extinction automatique spécifique à un stockage sur rack.• 10 poteaux incendie implantés autour des bâtiments en respectant les distances suivantes :<ul style="list-style-type: none">◦ 100 mètres au plus de l'entrée de chaque cellule ;◦ 150 mètres au maximum entre les deux hydrants par les voies de desserte ;◦ 5 mètres au plus du bord de la chaussée ;◦ 8 mètres minimum de la façade.Un débit de 240 m³/h en simultané pendant deux heures est assuré par 4 hydrants de DN 100 alimentés par le réseau d'adduction d'eau.• 7 plate-formes de 4 x 8 m implantés autour d'une réserve d'eau incendie de 840 m³ et équipées de 7 cannes doubles d'aspiration délivrant 60 m³/h.• extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt à raison d'1 pour 200 m² et dans les lieux présentant des risques spécifiques, avec un minimum d'un appareil par niveau le cas échéant, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.• des robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel.

En tout état de cause et nonobstant les éléments susvisés :

- les moyens de lutte contre l'incendie précités doivent être accessibles à tout moment, en particulier par les engins des sapeurs-pompiers ;
- l'exploitant s'assure par ailleurs de la disponibilité opérationnelle permanente des ressources en eau telles que définies précédemment et doit pouvoir justifier de la disponibilité opérationnelle permanente desdites ressources en eau.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie. Le groupe de pompage est spécifique au réseau incendie.

(...)

Les locaux pouvant présenter un risque d'incendie tels la salle électrique sont équipés d'un système de détection d'incendie.

L'exploitant doit veiller à la formation sécurité de son personnel et à la constitution d'équipes d'intervention entraînées.

Le contrôle de ces extincteurs est effectué une fois par an par un organisme indépendant.

Constats :

L'exploitant a décrit en séance le fonctionnement du réseau de sprinklage. Ce dernier est scindé en deux avec un sprinklage à eau pour l'ensemble des cellules (alimenté par une pompe B3) et un sprinklage spécifique pour les cellules spécifiques au stockage d'aérosols (8.1) et liquides inflammables (8.2) (alimenté par les pompes B1 et B2).

L'exploitant indique que la maintenance et l'entretien des équipements sont suivis en parallèle au sein des instances de contrôle existantes à différents niveaux hiérarchiques de l'établissement et regroupant les différents partenaires, afin d'optimiser le suivi à tous les niveaux.

Les deux réseaux du système de sprinklage sont alimentés par des cuves respectivement de 948 m³ et 260 m³ avec une possibilité de secours par le réseau de ville en cas de besoin. Le niveau de remplissage des cuves est vérifié annuellement. L'exploitant a précisé l'existence d'un programme d'entretien triennal avec un nettoyage total des cuves tous les 6 ans. Le dernier rapport de nettoyage daté de 2022 a été transmis à l'Inspection préalablement à la visite d'inspection. L'exploitant a indiqué avoir réalisé le dernier contrôle triennal en 2022 mais n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation du contrôle triennal pour l'année 2025.

Vérification du système de sprinklage :

D'après les explications en séance des différents intervenants du site, la maintenance du réseau de sprinklage est organisée autour de contrôles sur tout ou partie des équipements du réseau, selon des fréquences triennale, annuelle, trimestrielle et hebdomadaire, par des prestataires externes.

Le suivi de la maintenance est partagé entre les différentes instances hiérarchiques regroupant les différents interlocuteurs au travers de réunions hebdomadaires, mensuelles et annuelles au sein du site.

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les rapports suivants :

- le rapport du dernier contrôle triennal, couvrant la période du 29/09/2025 au 10/10/2025 et portant sur les pompes, les postes de contrôles ainsi que les vannes et le réservoir

hydropneumatique. Les conclusions de ce rapport indiquaient un défaut de clapet sur le poste 14. Dans les rapports de travaux transmis le 15/02/2026, aucune action de réparation sur le poste 14 n'est indiquée.

→ Le dernier rapport de l'entretien annuel des pompes B1 et B2 du 15/10/25. Ce rapport indique un défaut était déjà signalé sur la pompe B2,

→ Le rapport d'entretien des pompes, du 17/10/2025 transmis le 15/02/2026 indique des anomalies nécessitant le remplacement du turbo pour la pompe B3.

→ Le rapport des essais au niveau du système de sprinklage daté du 15/12/2025. Celui-ci relève plusieurs anomalies, notamment :

- des problèmes d'affichage et de moteurs sur les pompes B1 et B2 ;
- des problèmes d'épingle liée à la pompe B3 ;
- des problèmes sur le poste de contrôle 34 ;
- l'impossibilité d'essais sur les postes de contrôles B30 à B37 (l'Inspection a également constaté l'absence de tests sur ces postes dans le rapport triennal transmis).

L'Inspection constate que certaines anomalies de 2024 sont mentionnées dans le rapport comme non traitées.

En séance l'exploitant a affiché les rapports de visite réalisés le 10/02/2026 pour les pompes B1 et B2 qui indiquent la non réparation des anomalies du rapport de vérification du 15/12/2025.

Dans un autre rapport d'intervention daté du 02/02/26 et transmis le 17/02/26, il est indiqué la réalisation de travaux sur les pompes mais ces derniers ne semblent pas liés aux problèmes d'affichage et de moteur.

L'exploitant a cependant indiqué qu'il procédait à des essais hebdomadaires de démarrage pour s'assurer du fonctionnement des pompes B1 et B2 et transmis par mél du 15/02/2026, son dernier rapport d'essais daté du 12/02/2026. Ce document fait état d'une installation en service sans indiquer l'équipement testé.

Concernant la pompe B3, l'exploitant a transmis le 15/02/26, deux bons d'intervention datés des 09/01/26 et 03/02/26 mais aucun ne mentionne le traitement des anomalies constatées dans les rapports précédents (problème d'épingle chauffante et turbo HS).

L'exploitant a précisé que des actions étaient en cours pour traiter les anomalies et prévoyaient notamment le remplacement de certaines pompes.

Concernant le poste 34 indiqué à l'arrêt lors des tests périodiques du 15/12/2025, l'exploitant a transmis le 15/02/26, le bon d'intervention daté du 8 janvier 2026, attestant de la réparation du clapet du poste.

Par ailleurs, des contrôles des équipements portant sur la vérification des réserves (fonctionnement des indicateurs d'alarme et de niveau, vérification visuelle des accessoires et du niveau), des vannes en amont des postes de contrôle et des vannes barrages, sont réalisés trimestriellement. Le rapport du 3^{ème} trimestre 2025 a été transmis avant l'inspection et ne signale aucune observation.

Globalement, il est constaté une rigueur insuffisante dans le suivi du traitement des anomalies recensées dans les différents contrôles.

L'exploitant n'a pas été en capacité de présenter d'une façon claire à l'Inspection, pour chaque élément du réseau, les contrôles réalisés, les anomalies constatées et la date de leur traitement.

Vérification des RIA, extincteurs et poteaux incendie

- Pour les poteaux incendie, au nombre de 14, l'exploitant a indiqué procéder à un test de

vérification annuel du débit de chaque poteau pris individuellement. Le test de débit simultané est réalisé tous les deux ans. Les deux rapports affichés en séance (des 19/06/2025 et 19/06/2024) indiquent des débits individuels conformes et le test en simultané des 4 hydrants indique bien une valeur de 240 m³/h.

- Pour les extincteurs, le rapport de contrôle affiché en séance est daté du 01/07/2025. L'exploitant indique avoir procédé à l'acquisition d'extincteurs supplémentaires pour se conformer aux dernières évolutions réglementaires (rapport des travaux et remplacement du 17/10/2025 affiché en séance et transmis le 17/02/2026). Dans ce rapport de travaux, l'Inspection a constaté le remplacement de l'ensemble des extincteurs mais pas des panneaux EPA/ABC.

- Concernant les RIA, le dernier rapport daté du 01/08/2025 liste plusieurs anomalies, notamment le remplacement prioritaire d'un RIA défectueux (n°710).

D'après le document affiché en séance, les premières actions correctives semblent n'avoir débuté qu'en février (le rapport d'intervention affiché en séance est daté du 02/02/2026) mais l'exploitant précise en séance que le RIA défectueux n'a pas été remplacé.

Lors de la visite du site, l'Inspection a inspecté les locaux de sprinklage et plusieurs cellules de stockage. Elle a pu vérifier par sondage, la date du dernier entretien sur les étiquettes des extincteurs et des RIA présents dans les cellules. Dans le local sprinklage, elle a noté la présence d'un boîtier d'affichage permettant la gestion des alarmes remontées par les sondes des stations présentes dans les différentes cellules. L'exploitant a indiqué qu'une alarme sonore complétait la remontée de tout dysfonctionnement sur le boîtier et précisé qu'une transmission était réalisée en parallèle de l'information au centre de télésurveillance, permettant ainsi d'être alerté en cas de dysfonctionnement sur le réseau de sprinklage.

De manière générale, l'Inspection constate que l'exploitant a mis en place un plan de maintenance et de contrôles périodiques de l'ensemble de ses équipements. Le suivi de la maintenance est réalisée sous forme d'instances hebdomadaires, mensuelles et annuelles au sein du site avec les différents interlocuteurs.

Néanmoins, malgré un suivi démultiplié au sein des différentes instances de contrôle, l'Inspection constate que le traitement des anomalies recensées dans les différents rapports ne semble pas être réalisé d'une façon satisfaisante ni dans des délais raisonnables.

L'Inspection considère que l'exploitant doit mettre en place une méthodologie lui permettant d'assurer le suivi des observations et non-conformités relevées dans les différents rapports de contrôles et la réalisation des actions correctives correspondantes dans des délais satisfaisants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20260213-1 : (6 mois)

L'exploitant justifiera de la réalisation du contrôle triennal lié à l'entretien des réserves en transmettant le dernier rapport de contrôle.

Suite n°20260213-2 (3 mois) :

Concernant les suites du rapport de vérification périodique du sprinklage, l'exploitant justifiera l'absence d'essai sur les postes 30 à 37, la réparation du poste 14 ainsi que le traitement des anomalies recensées sur les pompes B1, B2 et B3. Il veillera à traiter l'ensemble des autres anomalies et justifiera du bon fonctionnement du réseau de sprinklage du site.

Suite n°20260213-3 (3 mois):

L'exploitant justifiera du traitement des anomalies recensées dans les derniers rapports des autres équipements du site, notamment les panneaux de signalisation des extincteurs et la réparation du RIA défectueux et fournira les attestations de bon fonctionnement associées le cas échéant.

Suite n°20260213-4 (1 mois) :

L'exploitant doit améliorer la gestion des moyens d'intervention en mettant en place une organisation permettant de mieux suivre les actions correctives et les délais de réalisation associées (traçabilité) pour répondre aux non-conformités et observations constatées lors des différents contrôles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : Délais indiqués dans le point de contrôle

N° 2 : Autres moyens de protections – Entretien et contrôles périodiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/10/2016, article 8.7.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection incendie

Prescription contrôlée :**Article 8.7.3**

Ces équipements (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu...) sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

[...]

Constats :

L'exploitant a détaillé les modalités de suivi du bon fonctionnement du réseau de détecteurs mis en place dans les cellules : un essai de fonctionnement global est réalisé annuellement, avec 3 tests sirène par an et un entretien annuel de l'ensemble des équipements.

Désenfumage

Le dernier rapport de contrôle du 02/09/2025 affiché en séance indique plusieurs anomalies. Celles-ci ont bien fait l'objet de traitement comme indiqué dans le rapport de travaux daté du 12/12/2025 et transmis le 15/02/2026.

Porte coupe-feu

L'exploitant indique en séance que les portes coupe-feu sont à fermeture automatique en cas de détection incendie et qu'un essai de fonctionnement est réalisé chaque année. Post inspection, l'exploitant a transmis le 15/02/2026, le dernier rapport d'essai du 27/08/2025 qui mentionne plusieurs anomalies, notamment le dysfonctionnement de certains dispositifs DAS ainsi que le niveau sonore très faible d'un signal d'évacuation. Les justificatifs indiquant la réalisation des actions correctives n'ont pas été transmis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Suite n°20260213-5 : L'exploitant transmettra les justificatifs de levée des anomalies figurant dans le rapport d'essai du 27 août 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Article 5
Thème(s) : Autre, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : « Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »
Constats : L'exploitant dispose bien d'un POI dont la dernière actualisation date d'octobre 2025. Cependant, le plan synthétique des stockages, affiché en fiche III-2 « État des matières stockées » ne semble pas refléter la réalité du stockage : il indique la présence de produits dangereux dans la cellule 10 alors que cette dernière n'est autorisée que pour du stockage de produits non dangereux (produits courants) non dangereux. L'Inspection constate que le stockage au niveau de chaque cellule n'est pas conforme aux prescriptions prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 04/10/2016. En effet la nature des produits stockés n'est pas conforme à la rubrique ICPE dont relève la cellule de stockage correspondante. Lors de la visite du site, l'Inspection n'a pas constaté la présence de produits relevant de rubriques non autorisées dans les allées visitées de la cellule 10 contrairement à ce qui était indiqué sur le plan général de stockage. L'ensemble des allées de la cellule 10 n'ont pas été visitées lors de cette inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suite n°20260213-6 : L'exploitant doit mettre à jour le plan général des stockages qui accompagne l'état des stocks. L'exploitant doit respecter les conditions de stockage telles qu'elles sont prévues dans l' arrêté préfectoral d'autorisation encadrant le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Autre, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : « Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »
Constats : Dans le POI transmis, l'Inspection constate un chapitre dédié aux exercices POI avec des modèles d'exercice et de rapport. L'exploitant indique la réalisation d'exercice tous les ans avec une thématique renouvelée à chaque fois. Il a affiché le contenu du dernier exercice réalisé en septembre 2025 et précisé utiliser les retours d'expérience pour améliorer et sensibiliser les agents sur les règles de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Autre, Contenu POI
Prescription contrôlée : « Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.
Constats : L'exploitant a transmis au préalable à l'Inspection, le POI actualisé ainsi que le plan de prélèvements environnementaux (PPE) associé. Ce plan a été réalisé en 2024 pour le compte de l'établissement et indique être établi sur la base des guides techniques de l'Ineris par le prestataire en charge des prélèvements. Il contient la localisation des points de mesure, les substances à identifier et les moyens de mesure à utiliser. Le PPE précise que les composés à mesurer ont été choisis à l'aide des guides en vigueur à la date du document et des composés présents sur site. L'exploitant a précisé que le prestataire est astreint 24/7 à une intervention sous 4 heures et que le

<p>spectre des premiers prélèvements est affiné par le prestataire en fonction du scénario et des échanges avec l'exploitant.</p> <p>Le recours à ce document est indiqué dans la fiche I-5 intitulée « Alerte à un cabinet d'études environnement » du POI.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Stratégie de prélèvement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Autre, Contenu POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du Code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a consulté le POI.</p> <p>La stratégie de prélèvements est détaillée en fiche I-5 : « Alerte à un cabinet d'études environnement » et prévoit deux étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une première étape visant à réaliser les prélèvements dits conservatoires - une deuxième étape post accidentelle visant à affiner l'analyse <p>Les deux étapes sont réalisées sur la base des données du PPE (cf point de contrôle précédent).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Personnels compétents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>

Thème(s) : Autre, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du Code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que seul le prestataire conventionné est à même d'intervenir en cas d'incident et de lancement de la procédure sur les prélèvements environnementaux. Il dispose de son propre matériel. Le personnel de l'exploitant n'est pas impliqué directement dans ce processus. Toutefois, l'Inspection rappelle qu'en tant que directeur des opérations internes, l'exploitant est impliqué au titre de l'organisation générale, la gestion et le suivi d'un évènement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Remise en état du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et Annexe V
Thème(s) : Autre, Contenu du POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 5 :</u></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du Code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

« <u>Annexe V</u> : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 » j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté
Constats : Le POI inclut une fiche IV-9 relative à la remise en état et au nettoyage du site. Elle identifie plusieurs scénarios et renvoie vers la fiche des contacts IV-6 qui contient la liste des prestataires susceptibles d'intervenir sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Situation administrative au titre des ICPE - 1510

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.511-9 et son annexe, rubrique 1510
Thème(s) : Actions nationales 2026, 2. Appréciation des dangers
Prescription contrôlée : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.
Constats : L'exploitant a affiché l'état des stocks en séance au titre de la rubrique 1510 et l'Inspection a constaté que l'état des stocks mentionne les quantités présentes ainsi que les quantités autorisées et émet une observation « conforme » lorsque les quantités ne dépassent pas les quantités autorisées. En cas de sinistre, l'exploitant a précisé qu'il était possible au personnel d'astreinte d'accéder à l'état des stocks. Par ailleurs, un état des stocks actualisé est systématiquement généré et transmis chaque matin au poste de garde afin de pouvoir servir de référence notamment en cas de situation accidentelle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : État des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2026, 3bis. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
Prescription contrôlée :

[...]

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

L'exploitant possède un état des stocks qu'il actualise quotidiennement via une saisie sur une application spécifique. Il a affiché les stocks à partir de l'application en séance.

Il a indiqué se servir également du logiciel pour vérifier en amont de toute livraison, le respect des quantités globales autorisées par rubrique et décider ou non de valider les demandes de réception.

L'exploitant a indiqué transmettre l'état des stocks chaque matin au poste de garde afin qu'il puisse s'en servir comme base de référence, le cas échéant en cas de situation accidentelle pour informer les autorités.

Pour les produits dangereux stockés dans les cellules dédiées 7, 8.A et 8.B, la gestion des stocks est actualisée à une fréquence plus élevée (jusqu'à 4 fois par jour).

L'Inspection n'a pas vérifié la présence d'activité relevant de la rubrique 2714 prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site. .

Cependant, l'état des stocks synthétique affiché en séance ne comporte pas toutes les rubriques exploitées sur le site, notamment celles relevant des rubriques relatives aux produits dangereux (liquides inflammables, aérosols...) et ne permet pas de savoir si l'exploitant respecte les seuils autorisés. Par échantillonnage, l'Inspection a toutefois vérifié le respect du seuil autorisé au titre de la rubrique 4510 en sommant la quantité des produits classés sous cette rubrique depuis l'état des stocks complet.

En séance, l'Inspection a rappelé à l'exploitant la nécessité de disposer d'un état des produits stockés sous la forme d'une synthèse par rubrique ICPE qui sera également intégrée dans le POI.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20260213-7 :

L'exploitant doit mettre à jour le document relatif à l'état des stocks en intégrant, par cellule, le seuil autorisé pour chaque rubrique ICPE autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site. Le justificatif sera transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2026, 4bis. Connaître les quantités de matières dangereuses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1.Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'état des stocks était transmis quotidiennement au poste de garde pour servir de référence en cas de demande d'information de la part des pouvoirs publics. Cependant, comme indiqué précédemment, l'état des stocks synthétique n'est pas complet car il ne mentionne pas les rubriques relatives aux produits dangereux.</p> <p>À la demande de l'Inspection, l'exploitant a affiché le format détaillé de la rubrique des liquides inflammables (4331). Les produits sont listés seuls ou regroupés en catégorie et plusieurs colonnes permettent d'afficher les mentions de danger associées.</p> <p>Par la suite, l'Inspection a demandé à générer une synthèse des quantités stockées par rubrique en cellule 10. L'exploitant n'a pas été en mesure de pouvoir générer cette synthèse. L'état des stocks simplifié qui a été généré comporte une trentaine de pages affichant la liste les produits de</p>

<p>manière détaillée (les produits sont regroupés par nom ou famille de produits) avec, pour chaque ligne, la rubrique ICPE associée et/ou les mentions de danger et les cellules de stockage associées. Cet état ne permet pas de connaître le volume total stocké par rubrique et par mention de danger dans chaque cellule.</p> <p>L'état des stocks existant ne permet pas de fournir des éléments classés par rubrique et par mention de danger en temps réel sur les quantités réellement stockées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite n°20260213-8 : L'exploitant doit établir un état des stocks permettant de connaître de manière synthétique, pour les produits dangereux, le volume total de produits stockés par rubriques ou par familles de mention de dangers au sein de chaque cellule.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 12 : Respect des seuils Seveso pour les matières stockées dangereuses

<p>Référence réglementaire : AP complémentaire du 04/10/2016, article 1.2.1</p>
<p>Thème(s) : Situation Administrative, Contrôle du non dépassement du seuil Seveso Haut</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>En tout état de cause, les conditions d'exploitation et de stockage suivantes sont continûment et simultanément respectées afin que les installations ne répondent pas à la « règle de cumul seuil haut » définie à l'article R. 511-11-II du Code de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dangers physiques : rubriques 4320, 4321, 4330, 4331, 4718 et 4755 <p>La somme S_b doit être inférieure à 1. Elle est calculée pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de dangers visées par les rubriques 4200 à 4499 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule suivante :</p> $S_b = \sum q_x / Q_x < 1$ <p>où « q_x » désigne la quantité de substance ou mélange dangereux "x" susceptible d'être présente dans l'établissement et « Q_x » la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-3, 2792 ou numérotée 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4200 à 4499. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4200 à 4499, la plus petite des quantités seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dangers pour l'environnement : rubriques 4510, 4511 et 4741 <p>La somme S_c doit être inférieure à 1. Elle est calculée pour l'ensemble des substances ou mélanges</p>

dangereux présentant les classes, catégories et mentions de dangers visées par les rubriques 4500 à 4599 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule suivante :

$$S_c = \sum q_x / Q_x < 1$$

où « q_x » désigne la quantité de substance ou mélange dangereux "x" susceptible d'être présente dans l'établissement et « Q_x » la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-3, 2792 ou numérotée 4500 à 4599 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4500 à 4599. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4500 à 4599, la plus petite des quantités seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée.

Constats :

En séance, l'Inspection a souhaité que l'exploitant justifie qu'il respecte la « règle de cumul seuil haut » définie par l'article R.511-11 du Code de l'environnement et prescrite dans l'article 1.2.1 de son arrêté préfectoral.

En effet, l'Inspection a noté la présence de la mention H411 (mention de danger associée à la rubrique 4511) pour un produit spécifique classé sous la rubrique 4331.

L'exploitant n'a pas été en mesure au jour de l'inspection de présenter le calcul du respect de la règle de cumul définie à l'article R. 511-11 du Code de l'environnement (somme S_c) et l'inspection n'a ainsi pas pu vérifier par échantillonnage de la bonne prise en compte de cette mention de danger visée dans ce produit classé sous la rubrique 4331.

L'exploitant a indiqué que le modèle-type d'affichage avait été établi par un prestataire et qu'il allait le consulter afin de vérifier les modalités de calcul des stocks. Il a indiqué qu'il informera l'Inspection des suites, et le cas échéant, fera modifier les règles de calcul pour se mettre en conformité au regard de la réglementation.

L'Inspection demande à l'exploitant de vérifier la bonne application de la règle du cumul seuil haut pour ses mélanges et substances dangereux au titre de l'article R. 511-11 du Code de l'environnement.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect de la règle de cumul « seuil haut » définie à l'article R. 511-11 du Code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20260213-9 :

L'exploitant justifiera de la bonne application de la règle du cumul seuil haut pour ses mélanges et substances dangereux au titre de l'article R. 511-11 du Code de l'environnement et du non dépassement des seuils Seveso haut par la règle de cumul.

Il transmettra l'ensemble des justificatifs à l'Inspection. En l'absence de transmission des justificatifs dans le délai fixé, ce point fera l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 13 : Dispositions spécifiques au stockage d'aérosols

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/10/2016, article 9.1.5.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage des produits dangereux
Prescription contrôlée : Les aérosols sont stockés dans des cellules de stockage spécifiques dédiées à cet effet. Cette zone de stockage des aérosols est équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinkler spécifique approprié aux stockages qui doit être conçu, installé et entretenu conformément à un référentiel reconnu et en adéquation avec les dangers présentés par les matières stockées. Les têtes de sprinklage sont protégées contre le risque d'effet missile. Les aérosols sont éloignés de tout système de chauffage et ne doivent pas être exposés au soleil de façon directe.
Constats : Lors de la visite du site, l'Inspection a demandé la transmission des fiches FDS de deux produits en cellule 8.1 autorisée à stocker des aérosols. Post inspection, l'Inspection a contrôlé les fiches transmises le 13/02/2026. Elle constate que les FDS sont récentes (2024 et 2025) et correspondent bien à des produits relevant des rubriques autorisées dans la cellule (respectivement rubrique 4320 et 4718). Dans la cellule des aérosols, l'Inspection a cependant constaté l'absence de protection des têtes de sprinklage présentes sous toiture et dans les racks à chaque niveau de pose. L'exploitant a indiqué ne pas avoir mis de grillage car la cellule est strictement dévolue au stockage d'aérosols. Elle a rappelé l'existence de prescriptions dans l'arrêté préfectoral d'exploitation qui impose à l'exploitant de protéger les têtes de sprinklage de tout effet missile. L'Inspection demande à l'exploitant de mettre la cellule en conformité avec les prescriptions de l'article 9.1.5.2.4 de l'AP 2016 qui spécifie que les têtes de sprinklage doivent être protégées de tout effet missile. Le non-respect de la prescription relève d'une non-conformité au titre de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Suite n°20260213-10 :</u> L'exploitant se mettra en conformité vis-à-vis des prescriptions de l'article 9.1.5.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°16 DCSE IC 050 du 4 octobre 2016, relatif au stockage d'aérosols. En l'absence d'actions correctives dans le délai fixé, ce point fera l'objet d'une proposition de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois